

d'identité et les campagnes de désinformation via des faux comptes.

Toutefois, il existe une autre face de la pièce qu'il est crucial de considérer si on veut parler protection des données et que l'on ne considère pas uniquement que l'usage "social" du net.

En effet, associer une identité réelle à un compte signifie aussi que nous allons devoir concentrer et stocker une quantité massive de données personnelles potentiellement sensibles, elles représenteront donc une cible de choix pour les cybercriminels. La moindre brèche pourrait exposer les données de millions de Belges à l'usurpation de leurs données.

De plus, cette mesure pose la question de sa conformité avec le RGPD. Il faut se demander quelles données vont être récoltées afin de pouvoir garantir cette certification des comptes et identifier si des données sensibles le seront, ce qui a un impact par rapport au RGPD. Cette même régulation nous impose de ne collecter que le strict nécessaire en matière de données selon le principe de minimisation des données. Dès lors, exiger une vérification de l'identité pour pouvoir naviguer sur Internet risque d'aller à l'encontre de ce principe. Aussi, comment peut-on garantir que ces données ne seront pas utilisées à d'autres fins par les entreprises privées ou organismes publics?

#### Contrôle généralisé

Il existe également un risque d'une surveillance accrue qui pourrait renforcer le côté sécuritaire de la disposition. Un tel mécanisme pourrait facilement dériver vers un contrôle généralisé des comportements de chacun en ligne, ce qui pourrait facilement en faire un outil de répression et de censure qui, finalement, limite la liberté d'expression et porte atteinte au droit à la vie.

**Il faut se demander quelles données vont être récoltées afin de pouvoir garantir cette certification des comptes et identifier si des données sensibles le seront.**

Un dernier élément à considérer est lié à l'accessibilité à un tel dispositif pour certains groupes de la population. Nous savons déjà, selon le baromètre sur l'inclusion numérique de la Fondation Roi Baudouin, que 40% de la population belge entre 16 et 74 ans sont en situation de fracture numérique. Le recours à une identité numérique risque de marginaliser ces personnes: il faut donc prévoir un accompagnement à la hauteur.

Cette piste présente des bienfaits certains, mais aussi de potentiels effets secondaires contre lesquels il est important de mettre des balises. Des questions doivent trouver leur réponse: comment garantir la mise en place de cette mesure en accord avec le principe de l'utilisation minimum du RGPD? Comment assurer que les données collectées ne seront pas utilisées à d'autres fins? Comment assurer une solide sécurisation de ces données qui, factuellement, deviendront très attractives pour les hackers? Comment éviter les dérives qui pourraient, à terme, faire de cette mesure un outil de censure et de limitation des libertés? Et comment s'assurer que cet outil soit accessible à tous?

Des pistes de solutions existent, nous pourrions par exemple phaser le développement vers cette solution en commençant par une souscription volontaire tout en renforçant les outils de modération et en renforçant au fur et à mesure le niveau de protection de ces données.

Il est donc important d'avoir un débat approfondi et transparent sur cette question car l'impact est plus important qu'il pourrait y paraître à première vue car cela ne concerne pas que l'aspect "social" d'Internet mais bien la question plus générale de l'importance de la protection de la vie privée et la sécurisation des données privées dans notre société.

→ Titre et chapô de la rédaction. Titre original: "Identité numérique: le gouvernement doit éviter les pièges cachés derrière sa volonté de renforcer la sécurité en ligne".

## CES MOTS QUI CADRENT NOTRE IMAGINAIRE

# Se développer

■ Voici quelques dizaines d'années, il y avait nous, les pays développés, et eux, les pays sous-développés. Aujourd'hui, se développer est à l'agenda de tout pays, même développé.



**Bernard Delvaux**  
Sociologue de l'UCLouvain

L'usage courant d'un mot a parfois des racines moins profondes qu'on l'imagine. L'usage économique du mot "développement" est de ceux-là. L'édition 1939 du dictionnaire de l'Académie française mentionne seulement le développement d'une photo, l'exposition détaillée d'une idée, le "nombre de mètres qu'une bicyclette parcourt sur un coup de pédale", l'extension d'une surface géométrique, ou l'accroissement physique ou moral d'un être. Nulle trace de développement économique.

#### Sous-développés en voie de développement

Sous-développement est également récent. Sa première mention officielle remonte au discours sur l'état de l'Union prononcé en 1949 par le président des États-Unis, Harry Truman. Une notion qui entra en compétition avec tiers-monde, promu trois ans plus tard par Alfred Sauvy.

Sous-développé devint une nouvelle manière d'étiqueter les pays dont le produit intérieur brut par habitant était nettement inférieur à celui des pays dits développés. Ainsi se substituait à la dichotomie civilisé/non civilisé une nouvelle typologie centrée sur l'économique.

Jugée trop dévalorisante, l'expression "sous-développé" céda peu à peu la place à la notion plus optimiste de "pays en voie de développement". Ceux-ci n'étaient plus destinés à végéter ad vitam dans le sous-développement. Ils allaient pouvoir aussi se développer!

Au point de rattraper les pays développés? Pas sûr. Car même si le qualificatif "développé" semblait signifier l'atteinte d'un optimum qu'il serait inutile de vouloir dépasser, "on" parvint à convaincre ces pays qu'eux aussi devaient poursuivre leur expansion économique et garder à bonne distance les nations empruntant la voie du développement.

Cette idée d'un développement sans fin s'enracina en 1961 avec la création de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), en remplacement de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) qui avait été chargée de mettre en œuvre le plan Marshall. Nul hasard si, lors de ce passage de témoin, on remplaça le E de "européenne" par le D de "développement".

L'OCDE affirme vouloir mettre "en place des politiques meilleures pour une vie meilleure".

Son secrétaire général actuel lui donne pour objectif "de préserver la liberté individuelle et d'accroître le bien-être économique et social", en promouvant "une croissance économique plus forte, plus verte et plus juste" et en élevant "les niveaux de vie et d'emploi".

"Prospérité", "croissance", "élévation des niveaux de vie et d'emploi": autant d'injonctions à ne jamais cesser de développer l'économie. Aux yeux de nombreux dirigeants, c'est la meilleure façon de "préserver la liberté individuelle" et d'accéder à une "vie meilleure" et au "bien-être pour tous". D'où l'injonction à poursuivre sans relâche l'effort de développement, tout en veillant à ce qu'il soit "plus vert et plus juste". En deux mots: plus durable.

#### Cet horizon du développement qui, toujours, recule

L'ajout de cet adjectif "durable" au mot "développement" a un effet magique. Il évite de remettre en cause la place centrale qu'occupe dans nos imaginaires la soif de développement. Devenez durables sans jamais cesser de vouloir croître, gagner en volume, reculer les limites du possible, prendre de l'ampleur! Contradictoire? Du tout, diront les chantres du développement. Car un développement durable n'est rien d'autre qu'un développement n'exigeant pas de mesures correctives à court terme. Y a-t-il meilleure réponse à donner aux contestataires du dogme d'un perpétuel développement?

Poursuivre inlassablement sa progression, ne jamais quitter des yeux l'horizon du progrès qui, toujours, recule, ne pas remettre en cause la dynamique de départ: toutes ces idées sont conformes au sens originel du mot développement. Car développer, c'est partir d'une situation donnée et la déployer sans la modifier. De fait, développer une idée, n'est-ce pas rester dans le cadre de cette idée? Et ce fameux développement personnel, ne signifie-t-il pas donner plus d'extension à ce qui est déjà en germe?

Mais lorsque nous développons une idée, il arrive que cette idée nous paraisse soudain faible. Et l'on se prend à rêver qu'un jour viendra peut-être où la quête de développement se révélera vaine, voire carrément morbide, ouvrant la voie à un imaginaire libéré d'une telle obsession.